



COORDINAMENTO MONARCHICO ITALIANO

Dall'Unione dei Monarchici, associazione francese aderente al Coordinamento Monarchico Italiano

Articolo pubblicato il 21 agosto 2008 a Parigi dall'*Unione dei Monarchici*

Selon le Dalai Lama, l'armée chinoise a encore tiré sur la foule, lundi 18 août, dans la région du Kham (est du Tibet) : cent quarante Tibétains auraient été tués. Depuis le début des émeutes, le 10 mars, 400 personnes auraient été tuées par balle dans la seule région de Lhasa alors qu'elles manifestaient sans armes. Leurs corps n'ont jamais été rendus aux familles. On évalue à 10.000 les personnes arrêtées dont on ignore le lieu de leur incarcération. Le projet de répression brutale semble s'inscrire dans la durée malgré quelques signaux destinés à protéger les Jeux olympiques. Le Parlement tibétain en exil se réunira donc en septembre et il devrait confirmer la non-violence et la demande d'une autonomie véritable pour les six millions de Tibétains. Comme la Russie, la Chine doit se créer une autorité morale. La répression porte une atteinte considérable à leur respectabilité. La violence et la violation des frontières ne sont jamais une solution. Et leurs auteurs perdent toujours la partie, tôt ou tard. La dictature est inacceptable. L'Europe l'a payé par une guerre mondiale dont les effets se font sentir encore 60 ans après sa fin. La France, qui vient d'enterrer dix de ses soldats tués en Afghanistan, en est malheureusement un triste et récent exemple.

Les faits en Georgie ne sont pas une affaire simplement locale ou régionale : il s'agit du tournant le plus décisif de l'histoire européenne depuis la chute du mur de Berlin. Le Kremlin a dépoussiéré les classiques de la propagande totalitaire à laquelle il n'a jamais renoncé : plus mon mensonge est gros, mieux je suis intolérant. C'est la première intervention de l'armée russe hors de ses frontières, contre un pays indépendant membre de l'ONU, depuis l'invasion de l'Afghanistan. En 1989, Gorbatchev avait refusé d'envoyer les tanks soviétiques contre la Pologne de *Solidarnosc*... et de Jean-Paul II. Eltsine s'est bien gardé, cinq ans plus tard, d'entrer en Yougoslavie pour soutenir Milosevic. Poutine lui-même n'est pas intervenu contre la «révolution des Roses» (Géorgie, 2002) puis la «révolution orange» (Ukraine 2004). Aujourd'hui, tout bascule et l'on revient trente ans en arrière. L'objectif russe est de marginaliser Mikhaïl Saakachvili, pro-occidental, démocratiquement élu, puis de le contraindre à démissionner, voire à l'exil, pour le remplacer par un fantoche, s'il ne lui réserve pas l'assassinat à la Roumaine. On est revenu aux méthodes de l'après guerre, de la guerre froide ! La Russie veut faire régner l'ordre à Tbilissi comme à Helsinki en 1939, à Budapest en 1956, à Prague en 1968 et à Kaboul en 1979. Il n'y a donc qu'une attitude : il faut l'empêcher pour sauver les démocraties et les droits de l'homme. Car après la Géorgie, l'impérialisme russe passera certainement à l'Ukraine, à l'Azerbaïdjan, à l'Asie centrale etc.

L'agresseur est Poutine, car Medvedev ne compte pas plus que les présidents soviétiques.

Rompons avec le régime de la tergiversation. De quel droit cette Russie là est-elle encore membre du G8 ou peut-elle prétendre vouloir entrer au WTO ? Si le Kremlin persiste dans son agression caucasienne, par exemple en reconnaissant comme Etats indépendants deux régions de la Géorgie, l'UE doit reconsidérer l'ensemble de ses relations avec ce grand voisin affaibli par tant de problèmes internes et qui cherche à rebondir en utilisant des recettes périmées du passé et condamnées par l'Histoire.

Poutine n'a jamais cru en l'existence d'une Union européenne politique et diplomatique et il a choisi cette provocation pour que le monde entier en ait la preuve.

L'Europe doit choisir : relever le défi ou n'être que virtuelle.

L'UE doit être une alternative crédible pour tous les peuples qui sont sur le chemin de l'espoir. Certains ont vocation d'y entrer, d'autres d'y être associés et le projet d'Union pour la Méditerranée a relancé le rôle de l'UE bien au-delà de l'Europe.

Le temps est venu de faire autre chose autrement, car notre époque a changé et l'UE n'a pas su évoluer, notamment en raison d'un Traité de Nice obsolète..

L'UE doit aborder la nouvelle phase de la mondialisation avec sa nouvelle question sociale, ses crises alimentaires, énergétiques et financières avec les possibilités d'aujourd'hui, non avec des recettes éculées du siècle dernier comme Poutine.

L'UE doit changer si elle veut être à la hauteur des défis de ce millénaire. Pour cela, elle doit créer les conditions d'un pacte de confiance pour une mutation politique maîtrisée, refusant l'immobilisme et combattant la fragmentation, qui est souvent le prélude au renoncement, chacun préférant un petit arrangement plutôt que des clarifications.

L'UE ne peut plus tolérer une synthèse informe où un seul pays décide pour 26 autres.

C'est pourquoi, dès le début, le CMI a défendu le Traité de Lisbonne qu'à su faire approuver à ses partenaires le chef de l'Etat français. Notre choix est celui de l'efficacité au sein de ceux qui auront initié le changement.

L'UE doit avant tout rétablir la confiance et bâtir un nouvel espoir.

Nous n'en finissons pas avec les conséquences de l'éclatement de l'Empire soviétique et de la décision arbitraire de Staline de diviser en deux l'Ossétie. Le conflit entre la Russie et la Géorgie prend sa source en un petit territoire de 3.900 km² (huit fois plus petite que la Belgique) et de 70.000 habitants (210 fois moins que la seule ville de Moscou). Bien évidemment, l'enjeu est ailleurs : la Géorgie est traversée par un oléoduc de 1.800 kilomètres permettant d'acheminer vers l'Europe via la Turquie (et donc en contournant la Russie) une partie du pétrole de la Mer Caspienne. Est également en projet un important gazoduc.

En outre, la Russie souffre, dans son orgueil et dans ses intérêts géopolitiques, d'un affaiblissement de ses anciens satellites qu'elle perçoit comme un encerclement. La politique naturelle d'élargissement de l'OTAN en Europe centrale et orientale répond à une logique demande de sécurité des pays de cette région mais elle est perçue par la mentalité soviétique (Poutine a la mentalité d'un colonel du Kgb) comme une extension, potentiellement menaçante, de l'Occident. Or la Russie a deux tentations et celle de l'Europe n'emporte pas tous les suffrages des apparatchiks.

La propagande de Poutine retrouve les plus forts accents du passé : l'armée russe apporte la paix... comme en Finlande en 1939, en Roumanie et en Bulgarie en 1948, en Allemagne de l'est en 1949, en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Afghanistan en 1979 etc.

Le réexamen des relations entre l'UE et la Russie continuera. L'accord de partenariat (1997-2007) a été tacitement reconduit jusqu'à un nouvel accord qui vient d'être sérieusement compromis sinon renvoyée sine die. La levée de l'embargo polonais a permis de débloquent le processus au sommet UE-Russie de juin dernier mais l'invasion militaire de Moscou en Géorgie annule ces efforts.

D'aucuns pensent que Poutine a fait retrouver la puissance à la Russie. Il n'en est rien. Ce serait plutôt un dernier coup de queue nationaliste d'un acteur toujours plus marginalisé sur la scène internationale. Le fait réel consiste dans le double élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, accueillant dix Etats satellites de Moscou, qui a provoqué des frustration et de dépression avec les gesticulations de Poutine et son occupation du pouvoir (de chef du Kgb à chef de l'Etat à chef du Gouvernement...) avec une seule priorité : l'énergie. La reconnaissance du Kosovo a donné une vraie légitimité au combat nationaliste mais, au fond, l'UE et l'OTAN doivent choisir si elles considèrent la Russie partenaire ou adversaire. Et la Russie doit faire définitivement le même choix !

Poutine ne peut pas continuer à exciter les Etats canailles des Caraïbes, de l'Afrique et de l'Amérique du sud et soutenir vouloir la paix et la démocratie. Ses alliés sont uniquement des dictateurs : de Cuba au Zimbabwe, de la Syrie au Venezuela, de la Biélorussie (surnommée la dernière dictature d'Europe) au Kazakhstan de Noursoultan Nazarbaïev !

La politique impérialiste pourrait être destinée à sous-estimer ou à cacher les problèmes intérieurs à la Russie, une fédération constituée de 83 sujets qui disposent chacun d'une certaine autonomie. Chaque sujet envoie deux représentants au conseil de la Fédération (le sénat). La présence de 128 nationalités et le poids de l'histoire ont abouti à un découpage du territoire en de nombreux sous-ensembles aux dimensions et fonctionnement variables. D'autre part sa population (environ 143 millions d'habitants) est très inégalement répartie sur le territoire (de 26,9 dans sa partie européenne à 2,5 dans sa partie asiatique) et en baisse régulière malgré l'immigration, car le taux de natalité s'établit à 10,4 ‰ contre un taux de mortalité évalué à 16 ‰ et une espérance de vie très inférieure à la moyenne européenne : 72 ans pour les femmes et 59 ans pour les hommes (pour les hommes inférieure de 12 ans à la moyenne de l'UE et de 18 ans à la moyenne française. Autre problème grave est l'urbanisation qui tend à dépeupler la province au profit de grandes métropoles.

Le Caucase du Sud a longtemps été un terrain de convoitises, opposant les Russes aux Turcs dès la fin du XVIIIe siècle quand la Russie posta des troupes en Géorgie qui avait sollicité le protectorat de son puissant voisin pour garantir la sécurité du pays contre les invasions ottomanes et perses. La lutte russo-turque pour la conquête du Sud-Caucase a, de manière tangible, mis en concurrence des voies stratégiques exclusives : alors que la politique russe de désenclavement nord-sud a principalement affecté la Géorgie voisine, dont les régions sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud constituent des sources de tensions russo-géorgiennes croissantes depuis la chute de l'URSS, l'expansionnisme turc, lui, a surtout menacé l'Arménie et le sud-ouest de la Géorgie, à dessein d'assurer la liaison est-ouest des peuples turcs.

La province à majorité arménienne de Samtskhe-Djavakhétie, au sud-ouest de la Géorgie aux frontières de la Turquie et de l'Arménie, est à l'intersection des axes stratégiques russo-turcs. Composée des districts d'Akhalkalaki et de Ninotsminda peuplés à plus de 95% d'Arméniens, la Djavakhétie, jadis occupée par les troupes russes qui combattaient les Ottomans pour le contrôle de cette zone frontière, devint par la suite un avant-poste soviétique aux marches orientales de l'OTAN, dont la Turquie est membre depuis 1952. Hébergeant l'une des trois bases militaires russes de Transcaucasie occidentale, région sur la voie d'interconnexion turco-azérie, sa valeur stratégique s'est révélée en 1999 lors du sommet de l'OSCE à Istanbul, avec au programme la fermeture des bases russes du Sud-Ouest géorgien. Avec la *révolution des Roses* à Tbilissi en janvier 2004, la présence militaire russe à la frontière turque en Géorgie, devenue depuis le partenaire privilégié des Occidentaux dans le Caucase du Sud, a suscité un nombre croissant de détracteurs. Dès lors, le compromis russo-géorgien d'Istanbul au sujet de l'évacuation des troupes russes d'Akhalkalaki et de Batoumi, a acquis une dimension stratégique en raison du refoulement de l'influence de la Russie aux frontières septentrionales du Sud-Caucase, après deux siècles de présence militaire en Géorgie méridionale.

La "russification" au galop des régions en conflit situées à la périphérie de la Géorgie caractérise tout particulièrement la stratégie russe de reconquête du Sud-Caucase.

La fameuse politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne demeurera une formule creuse tant que l'UE n'aura pas une réponse commune. Cette crise peut aider l'Europe à la construire.

Aujourd'hui, défendre l'indépendance de la Georgie et l'autonomie du Tibet c'est défendre les droits de l'homme et celui des nations.

C'est notre choix.

C'est le choix des monarchistes des 57 organisations du CMI.